

DIRECTION
DE LA
COMPTABILITE PUBLIQUE

BUREAUX C 3, D 3, D 4, C 2,
C 4, E 1

Numéros dans les séries spéciales :

2296 TM	144 DD
830 TOM	148 DI
158 DE	297 RA

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n°	du
n°	du
n°	du
n°	du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n°	du
----------	----------

MESURE DE SIMPLIFICATION

ARRONDISSEMENT AU CENTIME

DES DEPENSES ET DES RECETTES PUBLIQUES

DOCUMENT A ANNOTER

Néant.

Messieurs les comptables voudront bien trouver en annexe, pour application en ce qui les concerne, la lettre n° CD 1239 L/C 131 M adressée le 18 avril 1972 par le Ministre de l'Economie et des Finances aux Ministres et Secrétaires d'Etat sur les nouvelles modalités d'arrondissement au centime des dépenses et des recettes publiques fixées par l'arrêté du 22 mars 1972 (*Journal officiel* du 6 avril 1972, p. 3612).

Les comptables sont invités à porter ces nouvelles dispositions à la connaissance de leurs correspondants.

Le Directeur de la Comptabilité Publique,
JEAN FARGE.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	PGT	TPG	DOM	IP	DS	TGE	SIA	TPC-RF	P
TOM	PRO	POM	EAM	CPE	CSE	TAC	PGA	PA	BA
EPA	EPI	ACT	ADP	AET	ATM	DE	DD	DI	EPSC
CCM	ASR	HLM	VIL	RIC	TCE	ASA	DCE		

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION
DE LA
COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Paris, le 18 avril 1972.

Bureaux C 2, C 4, E 1,
C 3, D 3, D 4.

C D 1239
L/C 131 M

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

à

MESSIEURS LES MINISTRES ET SECRÉTAIRES D'ÉTAT

OBJET : Arrondissement au centime des dépenses et des recettes publiques.

Héritière d'une règle applicable à l'ancienne unité monétaire et transposée en 1959 lors de la création du « Nouveau franc », la réglementation publique actuelle impose l'arrondissement au centime inférieur des dépenses et des recettes publiques : le décret n° 59-1450 du 22 décembre 1959 dispose, en son article 7, que « A compter du 1^{er} janvier 1960, tous les paiements, toutes les liquidations de sommes à recevoir ou à payer et toutes les écritures comptables seront arrondis au centime inférieur dans les conditions où les textes antérieurs rendaient obligatoire l'arrondissement au franc inférieur ».

En la matière, le texte de base est l'arrêté du 21 juillet 1950.

Mais l'application de ce dispositif, selon lequel l'arrondissement au centime inférieur doit être opéré sur le total du décompte, donne lieu à des difficultés qui tiennent :

- à la fixation de prix ou de tarifs comportant des millimes, voire plus de trois décimales ;
- aux techniques modernes de facturation ; les machines comptables utilisées opèrent les calculs en retenant soit deux décimales, soit trois décimales et plus et arrondissent le total au centime inférieur, supérieur ou le plus voisin.

Pour porter remède à cette situation, incompatible avec la recherche de l'efficacité et de la simplification des procédures, un arrêté du 22 mars 1972 (1) a fixé de nouvelles modalités d'arrondissement au centime des dépenses et des recettes publiques, adaptées aux différentes techniques de facturation en usage dans le commerce et l'industrie.

Dans le cas de machines à deux décimales, les calculs sont opérés en abandonnant purement et simplement les millimes.

Dans le cas de machines à trois décimales et plus, les calculs de chaque ligne de décompte sont effectués en retenant toutes les décimales. La règle retenue permet l'arrondissement soit au niveau de chaque ligne du décompte au centime le plus proche, soit au niveau du total du décompte au centime inférieur ou supérieur, ce qui conduit à une différence négligeable entre la liquidation théorique et la liquidation comptable.

(1) *Journal officiel* du 6 avril 1972, page 3612.

Un exemple chiffré est donné ci-après en annexe.

Cette mesure a un aspect simplificateur puisque l'administration n'aura plus à demander la rectification de factures et mémoires pour des sommes minimales et que les fournisseurs pourront utiliser les techniques de facturation en usage dans le commerce.

Messieurs les Ministres et Secrétaires d'Etat sont invités à assurer une large diffusion de cette mesure auprès des services, établissements publics et collectivités locales relevant de leur autorité ou soumis à leur tutelle.

Pour le Ministre et par délégation :

Le Directeur de la Comptabilité Publique,
JEAN FARGÉ.

INSTRUCTION
N° 72-56 - B 1
du
19 avril 1972.

Exemple chiffré d'un décompte établi selon l'arrêté du 22 mars 1972.

Soit la facturation d'une fourniture portant sur :

- 208 articles d'un prix unitaire de 10,484 F ;
- 55 articles d'un prix unitaire de 7,347 F.

a) Machines à deux décimales :

Les millièmes sont négligés et la facture est établie comme suit :

$$\begin{array}{rcl} 10,48 \times 208 & = & 2.179,84 \\ 7,34 \times 55 & = & 403,70 \\ \hline \text{Total} & = & 2.583,54 \end{array}$$

b) Les machines à trois décimales ou plus :

La facture est établie :

- soit par arrondissement au niveau de chaque ligne de décompte :

$$\begin{array}{rcl} 10,484 \times 208 & = & 2.180,672, \text{ arrondi à } 2.180,67 \\ 7,347 \times 55 & = & 404,085, \text{ arrondi à } 404,09 \\ \hline \text{Total} & = & 2.584,76 \end{array}$$

- soit par arrondissement au niveau du total du décompte :

$$\begin{array}{rcl} 10,484 \times 208 & = & 2.180,672 \\ 7,347 \times 55 & = & 404,085 \\ \hline \text{Total} & = & 2.584,757 \end{array}$$

arrondi, selon le type de machine, à 2.584,76 F ou 2.584,75.